



La Restauration des paysages forestiers par les communautés locales dans la région Centre au Cameroun

WEBINAIRE

Faire de l'exploitation des arbres un levier pour la gestion et la restauration forestière par les populations d'Afrique centrale



Philippe Guizol
CIRAD
14 mars 2024



I – Contexte

Forêt naturelle humide dégradée par la culture sur brûlis

- A Mindourou, un espace agricole (du domaine national) situé entre des blocs d'unités forestières, s'organise le long d'une route gérée par la concession forestière.
- A Dzeng, une zone forestière dégradée avec un réseau de route en très mauvais état et une forêt communale qui se superpose aux terres des lignages.

Une population pauvre, pour le moment sans options alternatives à la culture sur brûlis

Question : Comment inciter les populations locales à planter des arbres pour rendre soutenable l'exploitation artisanale du bois ?

Carte de situation des deux communes, Dzeng et Mindourou, Cameroun



La commune de Dzeng et sa forêt communale

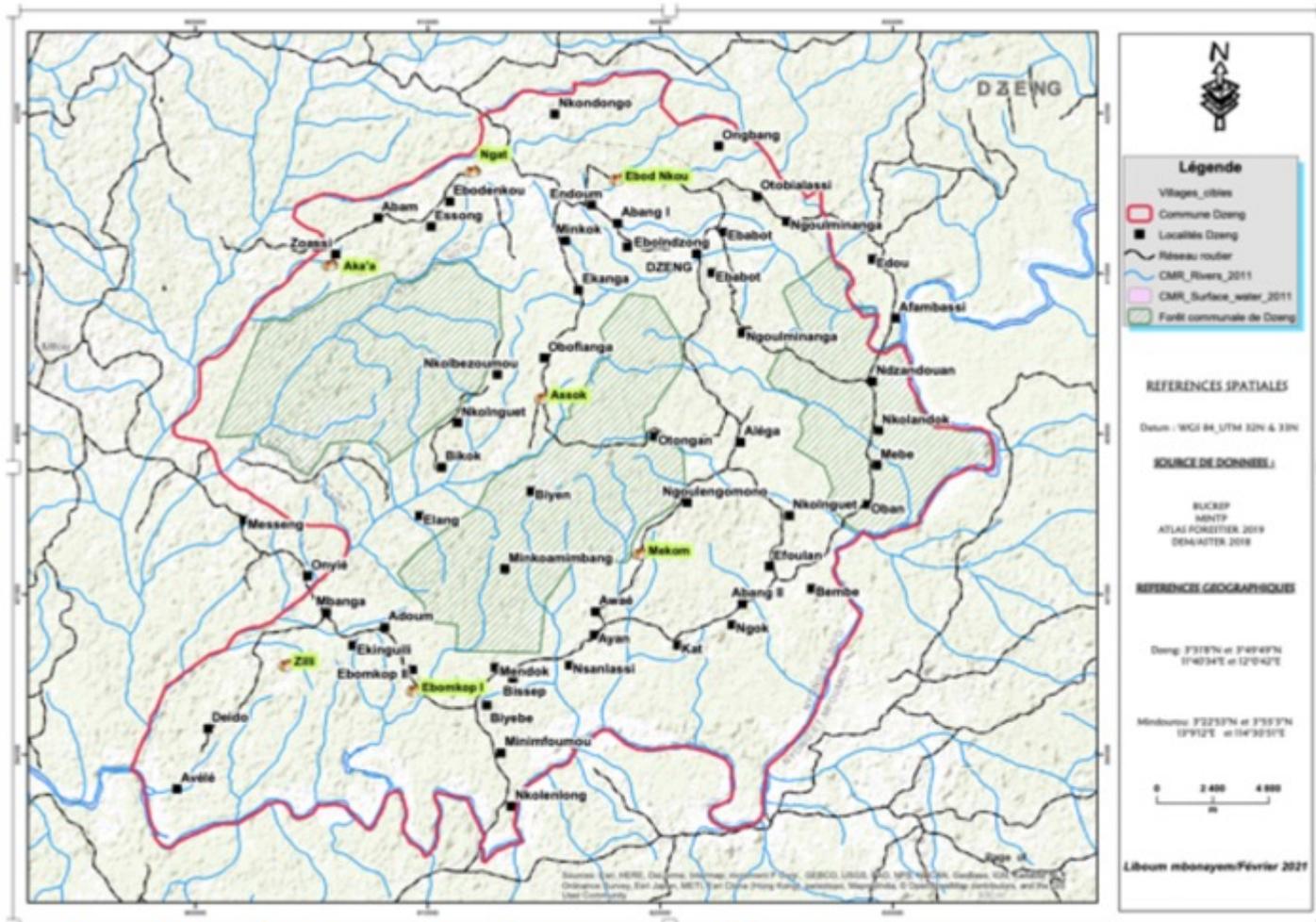
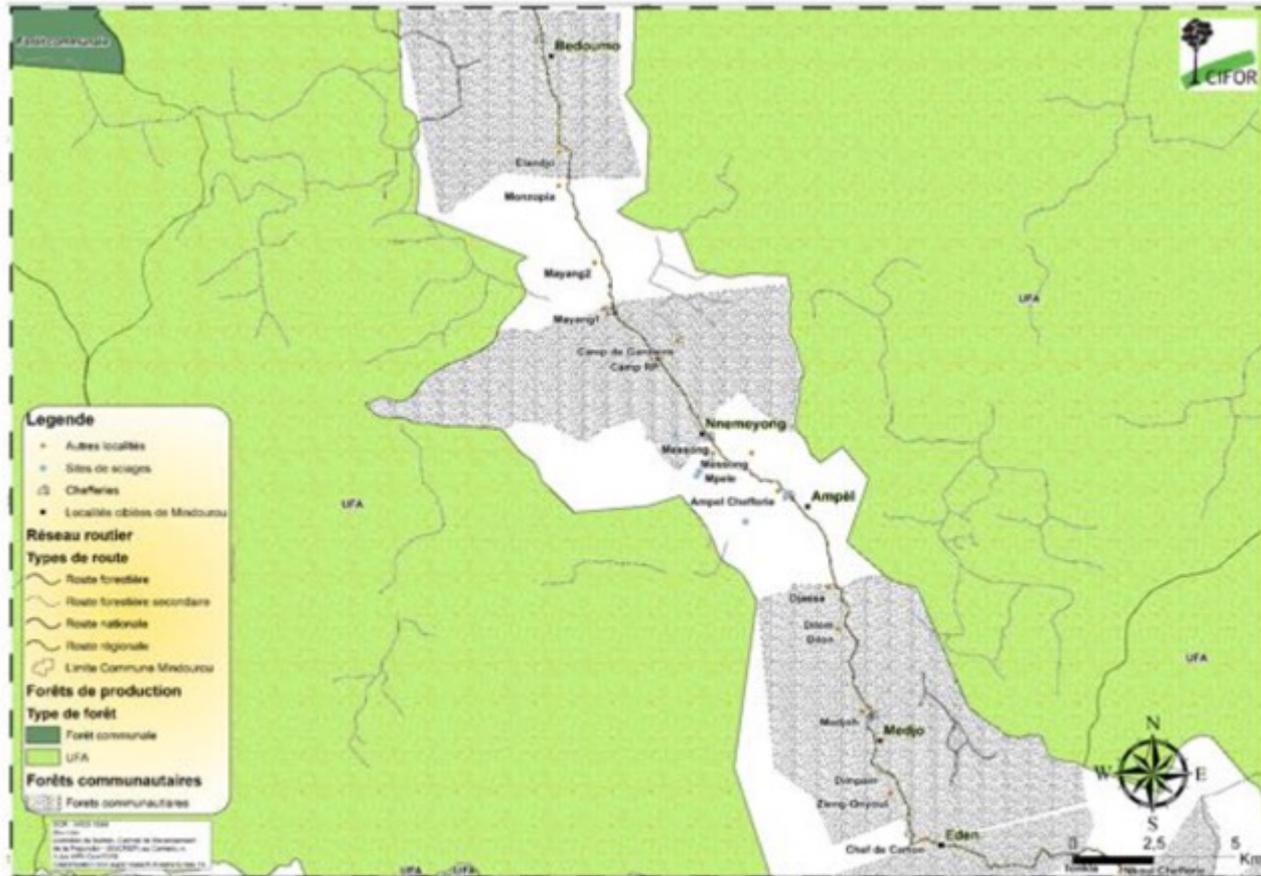


Figure 2: Carte de situation des villages

Organisation du domaine national, à Mindourou, avec les forêts communautaires.



II - Le diagnostic



II – Intervention - Diagnostic

- Pour le moment, peu de gens plantent des arbres,
- Quand ils plantent ce sont plutôt des fruitiers,
- Pour les arbres à bois à Dzeng certains ne veulent absolument pas les planter, à Mindourou ils sont peu intéressés,
- Mais il existe quelques initiatives et de rares pépinières locales,
- Des forêts communautaires et une forêt communale problématiques,
- Absence de services publics forestiers et agricoles au niveau local.

Stratégie d'intervention: adapter le projet à la réalité de terrain

Mise en place d'un dispositif d'appui aux populations locales

II – Pourquoi les agriculteurs cassent-ils la forêt?



Pour assurer leur sécurité

- Sécurité alimentaire,
 - Manque d'options,
 - Manque de moyens,
 - Manque de services publics.
- Assurer leur sécurité foncière,
 - Par peur que l'État occupe l'espace,
 - Par peur que leurs frères occupent l'espace.
- Assurer leurs vieux jours.

II - La question foncière et la culture sur brûlis

A Dzeng

- La compétition entre frères et cousins,
- La forêt communale, domaine privé de la Commune est une menace,

A Mindourou

- Les forêts communautaires sources potentielles de conflits,
- La disparition des moabis.

Partout

- Se constituer un patrimoine foncier pour les enfants qui assureront les vieux jours,
- → Utiliser le droit de hache meilleure option des populations pour le moment

III – Interventions





III – Interventions – orientation

- Encourager les idées alternatives identifiées qui limitent la culture sur brûlis autant que possible,
 - Agroforesterie à fruitiers ou cacao ou plantain,
- Formations à l'agroécologie par des techniciens,
- Appui aux pépiniéristes existants sous forme matériel ou formations (multiplication végétative des fruitiers).
- Encouragement à la plantation d'arbres à bois.

Stratégies alternatives

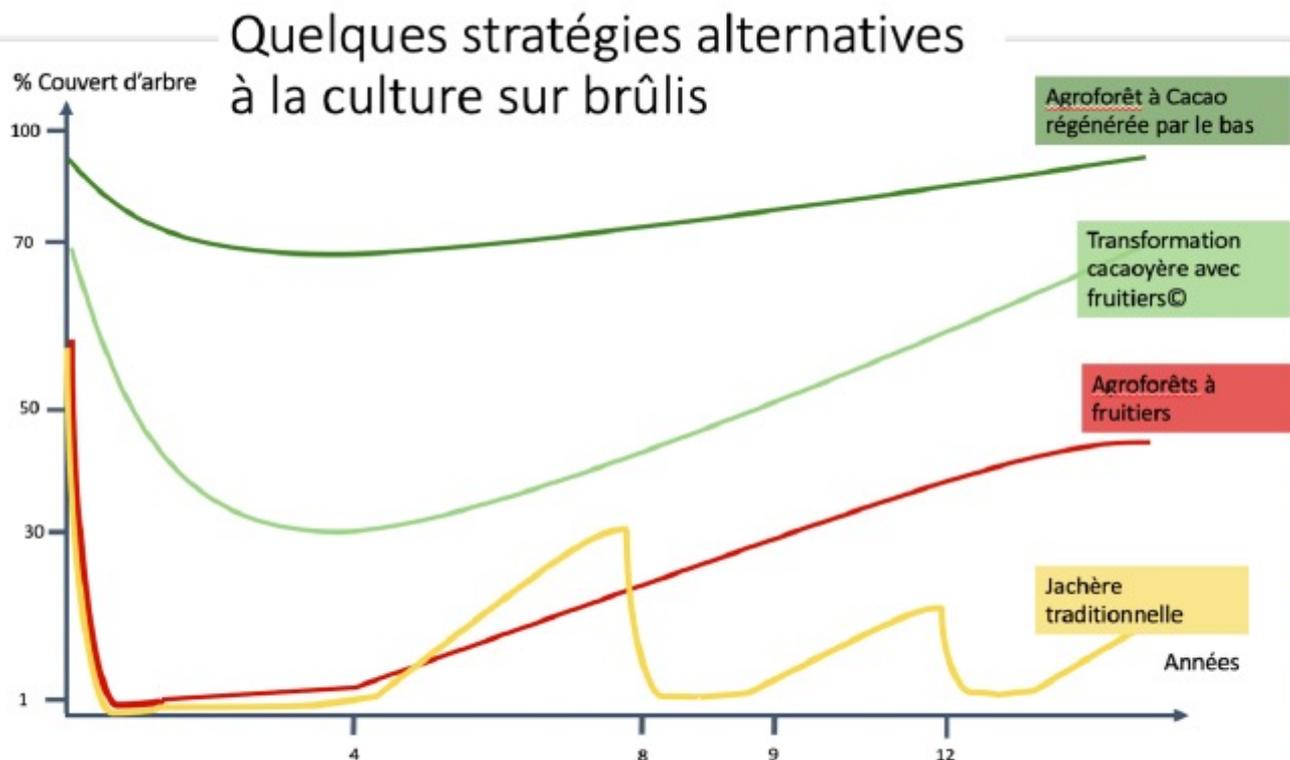


Figure 3: Les Agroforêts à cacao et l'association de fruitiers dans les jachères sont des alternatives au système de jachère traditionnelle.

III – Leçons apprises : agroforesterie et plantations de fruitiers, des poches du futur?



- Dans les agroforêts à fruitiers il y a quelques arbres à bois associés,
- La question des feux reste un problème,
- Il faudrait développer les chaînes de valeur fruits,
- Formations à la multiplication végétative utile,
- Nous avons quelques modèles de champs agroforestiers fonctionnels, mais rares pour le moment,
- Il faut considérer la sécurité foncière.

La réhabilitation forestière doit se penser avec la transformation de l'agriculture.

III – Pour les arbres à bois



- Ce n'est pas la priorité des ménages,
- Long terme des arbres à bois,
- Avec l'appui du projet, certains plantent des arbres à bois avec une idée patrimoniale,
- Problèmes de semences,
- Mais ils existent des pratiques de régénération naturelle,
- Passer par la régénération naturelle, si il n'y a pas de matériel génétique amélioré disponible tels que des clones d'Ayous.

Figure 1: Repiquage avec sa motte d'un Moabi à Bedoumo



III – Leçons apprises : l'Etat plutôt un frein à la restauration forestière

Un État partout et nulle part.

- L'étendue du domaine forestier privé de l'Etat est considérable
- L'État divisé en silos est producteur de conflits fonciers
- L'État ne gère pas directement son territoire forestier

L'État produit peu de services aux populations locales

- Recherche forestière d'accompagnement, graines sélectionnées, clones, vergers à bois accessibles aux populations...

Un foncier de l'État qui inquiète les populations locales



IV – Conclusions

- L'action des deux techniciens sur le terrain est appréciée par les populations,
- Pas de restauration forestière sans changements drastiques des politiques forestières et agricoles,
- Faut-il planter des arbres si l'État et les communautés locales continuent de casser la forêt ?
- L'implication des populations locales doit :
 - leur permettre d'améliorer leurs revenus à court terme et renforcer leurs droits sur la terre à long terme : les sécuriser,
 - commencer par un processus de décision qui leur permettent de définir les objectifs de leur développement.
- Il faut repenser des services forestiers au service des populations locales.



Merci de votre attention!

guizol@cirad.fr

